

ACTION URGENTE

GUATEMALA. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS TUÉE
La défenseure des droits humains Juana Raymundo a disparu le 27 juillet au soir dans le département du Quiché (nord-ouest du Guatemala). Son corps a été retrouvé le lendemain. Âgée de 25 ans, elle était membre du Comité de développement paysan (CODECA). Il s'agit de la huitième personne défendant les droits humains à être tuée au Guatemala en moins de trois mois.

La défenseure des droits humains **Juana Raymundo** était infirmière et cheffe de file à Nebaj, dans le département du Quiché, dans le nord-ouest du Guatemala. Elle avait rejoint le groupe Jeunes du CODECA en 2013 et avait récemment été élue au sein du comité exécutif du Mouvement pour la libération des peuples (MLP). Elle encourageait d'autres femmes à rejoindre le mouvement et participait à leur formation. Elle a disparu dans la soirée du 27 juillet. Son corps a été retrouvé près d'un petit cours d'eau entre Nebaj et Acambalam, le 28 juillet, par des voisins qui ont alerté la police.

Le CODECA a appelé le gouvernement à diligenter une enquête sur les homicides dont ont été victimes des défenseurs des droits humains appartenant au CODECA et au Comité des paysans des hautes terres (CCDA). Le CODECA est une organisation de défense des droits humains basée dans le département de Suchitepéquez. Ses membres œuvrent en faveur de l'amélioration des conditions de rémunération des agriculteurs, d'une réforme agraire et de la nationalisation de l'énergie électrique dans le pays. Ils sont en permanence pris pour cible en raison de leur travail. Juana Raymundo est la huitième personne agissant pour la défense des droits humains à être tuée en moins de trois mois.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités d'ouvrir sans délai une enquête impartiale et approfondie sur l'homicide de Juana Raymundo et ceux d'autres défenseurs des droits humains, membres du CODECA et du CCDA. Cette enquête devra tenir compte du fait que ces attaques pourraient être des actes de représailles liés à leurs activités légitimes de défenseurs des droits humains, comme mentionné dans l'Instruction générale récemment adoptée par la procureure générale ;
- priez les autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de tous les membres menacés du CODECA et du CCDA, dans le respect de leurs souhaits ;
- appelez les autorités à condamner cette série d'homicides, à reconnaître publiquement l'importance et la légitimité des activités de tous les défenseurs des droits humains, et à s'abstenir de tenir des propos destinés à discréditer, couvrir d'opprobre, insulter, dénigrer ou discriminer ces personnes.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 12 SEPTEMBRE 2018 À :

Procureure générale

María Consuelo Porras
 15 Avenida 24-51 Zona 13,
 Edificio Gerona, 8^e nivel, 01001
 Ciudad de Guatemala, Guatemala
Courriel : mariadelcarmengarciaescobar@gmail.com

Twitter : @MPGGuatemala,
 #JusticiaParaCODECA (Justice pour CODECA)

Formule d'appel : *Estimada Señora*

Fiscal General, / Madame la

Procureure générale,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de

l'AU 97/18. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr34/8539/2018/fr/>.

Ministre de l'Intérieur

Enrique Antonio Degenhart
 Asturias 6a avenida 13-71 zona 1
 01001 Ciudad de Guatemala, Guatemala

Courriel : smvasquez@mingob.gob.gt

Twitter : @MinGobGuate,

#JusticiaParaCODECA (Justice pour CODECA)

Formule d'appel : *Estimado*

Sr.Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Président de la COPREDEH

Jorge Luis Borrayo
 Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en Materia de Derechos Humanos (COPREDEH)
 Avenida La Reforma 2-18, Zona 9,
 01009 Ciudad de Guatemala, Guatemala
 Courriel : copredeb@copredeb.gob.gt

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

GUATEMALA. UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS TUÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Guatemala, les personnes qui défendent les droits humains mènent leurs activités dans un contexte extrêmement hostile, en particulier lorsqu'elles travaillent sur les droits fonciers, territoriaux et environnementaux. Elles sont constamment la cible de menaces, de manœuvres d'intimidation, d'agressions, de campagnes de diffamation et de stigmatisation.

En 2017, l'Unité de protection des défenseures et défenseurs des droits humains au Guatemala (UDEFEUGA), une ONG guatémaltèque, a recensé 496 attaques contre des défenseur-e-s des droits humains. En mai 2018, la procureure générale a adopté en interne l'Instruction générale présentant des lignes directrices afin d'enquêter efficacement sur les attaques visant les défenseurs des droits humains. Lors d'une récente mission au Guatemala, Amnesty International a rencontré des membres du CODECA qui lui ont fait part de leur inquiétude face au nombre de défenseurs et défenseures des droits territoriaux, fonciers et environnementaux pris pour cible (harcelés ou tués) au cours des trois derniers mois, et aux faibles avancées des enquêtes sur les attaques.

Le CCDA est une organisation paysanne fondée en 1982 qui promeut l'accès aux terres et les droits du travail des paysans mayas. Elle a signalé être déjà la cible d'attaques et de manœuvres d'intimidation. En juin 2016, le dirigeant autochtone Daniel Choc Pop a été tué à San Juan Tres Ríos. Plusieurs attaques contre les locaux et des dirigeants du CCDA ont eu lieu en juin 2017. En mai 2018, José Can Xol et Mateo Chamám Paau, deux dirigeants locaux du CCDA, ont été assassinés dans les communautés de Choctún Basilá et San Juan Tres Ríos. Tous deux étaient mobilisés pour la protection et la défense de leurs communautés dans le cadre d'un litige foncier de longue durée. Ils avaient participé à une table ronde de négociation et de dialogue pour trouver des solutions, en collaboration avec les autorités nationales, au sujet des multiples conflits fonciers touchant les communautés dans la région.

En mai 2018, Luis Arturo Marroquin, membre de la coordination nationale du Comité de développement paysan (CODECA) a été abattu à San Luis Jilotepeque, dans le centre-est du Guatemala. Les faits ont eu lieu une semaine après que le président Jimmy Morales s'est montré irrespectueux envers le CODECA et a discrédité ses activités dans un discours public, le 2 mai.

En 2014, dans la décision rendue dans l'affaire *Défenseur des droits de l'Homme et autres c. Guatemala*, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a ordonné au Guatemala d'adopter et de mettre en œuvre une politique complète de protection des défenseurs des droits humains. Malgré quelques progrès, cette politique publique est toujours en cours d'élaboration. L'impunité demeure la règle dans la plupart des cas de menaces et d'agressions visant des défenseurs guatémaltèques.

Il est fréquent que le système judiciaire soit détourné pour incriminer des défenseurs des droits humains et tenter ainsi de démanteler les mouvements et les organisations, en épuisant les militants et en les évinçant de l'espace public. Pour en savoir plus, voir le rapport d'Amnesty International intitulé *"We are defending the land with our blood": Defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala* (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/4562/2016/en/>), et le document *Americas: State Protection Mechanisms for Human Rights Defenders* (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/6211/2017/en/>).

Nom : Juana Raymundo
Femme

Action complémentaire sur l'AU 97/18, AMR 34/8854/2018, 1^{er} août 2018